



## □ LE P.S.U. et les luttes universitaires

*Nous publions ici le rapport présenté par Abraham Béhar au Comité politique national, rapport qui avait été écrit le 7 mai 1968, avant les événements que l'on sait.*

*Nous le publions tel qu'il était, la résolution jointe donnant l'appréciation du parti, compte tenu des derniers développements.*

**L**a stratégie d'alternative socialiste suppose notre engagement dans toutes les luttes qui comportent une contestation du pouvoir établi et du type de société qu'il perpétue. C'est pourquoi, au même titre que les luttes sociales (ouvrières et agricoles), le combat pour le droit à la santé, etc., le champ universitaire est un terrain d'action très important et de plus largement spécifique.

*Que se passe-t-il dans l'Université ?*

*En Europe*, dans toutes les capitales, le mouvement étudiant est passé à l'action. La fraction progressiste de celui-ci a pris l'initiative, soit seule (Berlin, Rome, Londres, Paris, etc.), soit en liaison avec les travailleurs (Madrid, Prague, etc.). Si apparemment les objectifs semblent différents (contestation de l'Université libérale ici, d'une bureaucratie étouffante ailleurs...), on peut noter cinq éléments conver-

gents :

— Le point de départ des actions est universitaire, et résulte d'une prise de conscience du statut d'aliéné que réserve l'enseignement supérieur aux étudiants : partout la condition étudiante est rejetée, parce qu'elle est celle de sujets de seconde zone, d'assujettis, tant par les méthodes d'enseignement (la connaissance étant un privilège que ses détenteurs consentent à exposer doctrinalement sans acceptation de critiques) que par le sens même de cet enseignement, trop souvent calqué sur l'idéologie dominante.

— Les premiers objectifs sont aussi universitaires et portent sur la mise en place de structures de contestation (contre-examens, contre-université, etc.) ; dans l'ensemble tous les raccourcis négligeant les problèmes des facultés (par ex. : tout appel limité au soutien de la révolution cubaine ou tout ouvriérisme) n'ont pas abouti.

— Mais les premiers objectifs sont très vite dépassés ; il y a une radicalisation rapide des luttes étudiantes. En effet, derrière l'institution universitaire, c'est toute la société qui est remise en cause.

— La répression anti-étudiante a été sévère, avec de véritables appels au meurtre de la presse réactionnaire (par ex. en Allemagne ou en France où *Minute* appelle ouvertement au massacre des étudiants). Des enseignants conservateurs appelant au secours la police.

Mais devant l'épreuve de force l'institution universitaire s'effondre et laisse agir la répression policière. Il y a donc une petite nuance avec le caractère implacable et institutionnel de la répression anti-ouvrière (dont l'entreprise se charge pour une grande part).

— Ce sont les mouvements étudiants franchement politiques, dont les objectifs dépassent le cadre de l'université, qui ont su se mettre à la tête du mouvement : ainsi, le S.D.S. en Allemagne, les étudiants du P.S.I.U.P. et les marxistes-léninistes en Italie, ont réussi à entraîner l'ensemble des courants progressistes, sauf les étudiants communistes dont la ligne politique revient à une acceptation de fait de l'Université conservatrice.

*En France*, on retrouve bien sûr le reflet de cette crise, et l'acharnement mis à réprimer le mouvement de Nanterre et les manifestations de l'U.N.E.F. et du S.N.E. Sup est très significatif à cet égard. Mais deux raisons essentielles expliquent le visage particulier, spécifique des luttes universitaires françaises :

— La France possède un syndicat progressiste étudiant sans équivalent en Europe. L'U.N.E.F. a depuis longtemps analysé et compris l'importance de la crise et en a tiré les conséquences. Bien plus, elle a su trouver des alliés dans le corps enseignant, tout spécialement parmi les : syndiqués du S.N.E.-Sup (F.E.N.). Un tel mouvement permet un type

d'action mieux coordonné et plus efficace que dans les autres pays.

— Le Gouvernement gaulliste a un projet universitaire qui est cohérent à l'origine. Que ce soit la réforme Fouchet (qui porte sur la scolarité) ou les projets Peyrefitte (portant sur la sélection des étudiants et l'adaptation de la pédagogie), au départ ces réformes sont destinées à résoudre la crise structurelle de l'Université dans un sens favorable au néo-capitalisme ; dans l'application, des compromis sont passés avec les potentats de l'enseignement supérieur. Mais néanmoins, dans la mesure où le gaullisme entre en lutte pour appliquer ses réformes, avec l'Université libérale, le mouvement étudiant est obligé de se battre en France sur deux fronts.

#### *Quels sont les enjeux de la bataille ?*

— C'est dans l'enseignement supérieur que se trouve à la fois la formation des chercheurs et des techniciens hautement qualifiés, et les organismes de recherche scientifiques publics. Or, dans la compétition internationale, ce qui compte de plus en plus comme facteur de développement et comme moyen de concurrence, c'est le niveau scientifique moyen. La recherche en effet commande en grande part la productivité des entreprises (en introduisant de nouvelles techniques) et peut être enfin génératrice elle-même de nouvelles industries (comme l'informatique). Le contrôle de l'Université est donc un enjeu fondamental et pour le gouvernement et pour les capitalismes extérieurs (le « marché des cerveaux » devient aussi important que le marché des matières premières).

— Mais pour être pleinement utilisable, il faut non seulement prendre le contrôle de l'Université, mais aussi résoudre sa crise interne. Or, les structures sont totalement archaïques ou inadaptées. Non seulement le cloisonnement persiste et le mandarinat se développe, mais le flux croissant des étudiants fait craquer l'institution de toute part. A la prochaine rentrée, cette crise structurelle sera au maximum, et les réformes gouvernementales n'y pourront rien.

Surtout qu'à côté de cette crise, somme toute soluble par nos gouvernants, se développe une crise bien plus profonde, touchant le message même que délivre l'institution. Les enseignants y croient de moins en moins, et surtout les étudiants le contestent de plus en plus. Ici, c'est l'idéologie même, fabriquée par l'Université, qui vacille. Cette crise, qui transparait dès maintenant et qui s'aggravera à la rentrée, le gouvernement gaulliste ne peut en aucun cas la résoudre.

Les enjeux sont ainsi délimités :

- pour l'Université libérale conservatrice, c'est la lutte pour la vie, et le refus de toute remise en cause ;
- pour le gouvernement, la mise en place rapide de mesures réglant la crise structurelle en particulier en aggravant l'élimination des étudiants dès l'entrée dans le supérieur, et en contrôlant totalement la recherche ;
- pour les forces de contestation, principalement étudiantes, une action à la fois sur les structures, mais aussi une contestation de l'idéologie officielle, et ceci avant même la rentrée pro-

chaine, reste la seule voie offerte.

#### *Que doivent faire les militants P.S.U.*

##### *pour cette rentrée?*

Il revient aux E.S.U. d'être le mouvement d'avant-garde de l'action étudiante et ceci y compris dans leur syndicat, l'U.N.E.F. Pour assurer ce rôle ils ont à appliquer dans l'Université la stratégie globale du Parti, et à s'appuyer sur les besoins de changement profonds des structures pour contester radicalement l'idéologie dominante dans l'institution. Cette ligne, qui revient à donner au P.S.U. un rôle prédominant dans les luttes universitaires, n'est possible :

a) *que si toute alliance avec les forces de conservation est rejetée.* Or, dans l'Université, la F.G.D.S. est quasi absente en tant que groupe actif ; par contre, le P.C. et son appendice bien contrôlé : l'U.E.C. joue un rôle important. Or, en faisant constamment dévier les luttes étudiantes dans la seule réclamation quantitative (des locaux, des crédits, des restaurants...) ; en volant au secours des pires réactionnaires de l'Université dès qu'ils sont en péril (comme à Nanterre) ; en proposant une réforme de l'Université qui ne remet jamais en question l'idéologie dominante, le P.C., dans le domaine universitaire, se comporte donc objectivement comme un grand défenseur de l'institution libérale. De plus, son attitude devant la répression policière aggrave encore cette impression.

b) *que toute tentative ouvriériste ou au contraire de repli sur soi-même soit rejetée.*



c) que des objectifs clairs soient assignés dès maintenant aux militants du P.S.U. pour la rentrée :

- outre le nécessaire travail d'explication politique des enjeux de la bataille ;
- outre les propositions de réforme de structures très profondes à proposer (cf. Programme) - en sachant qu'ils ont des limites, la force d'assimilation, de digestion, d'intégration de l'institution est incommensurable - ;
- outre la nécessaire méfiance devant toute cogestion avec l'Etat actuel (véritable alliance du pot de fer et du pot de terre) ;
- outre le renforcement de l'organisation étudiante, U.N.E.F., qui est très largement représentative ;

C'est aussi une contestation idéologique qu'il faut maintenant organiser sur des bases solides. Elle devra être animée, soutenue, étendue progressivement, grâce à des structures adaptées. Ce peut être, selon les possibilités locales et le niveau de conscience des étudiants :

1) des comités enseignants-étudiants (ce qui permet, dans des structures de dialogues, de scinder le corps enseignant en partisans de la contestation étudiante et en adversaires) ;

2) les universités critiques, c'est-à-dire la démonstration effective qu'un autre enseignement avec un autre contenu et d'autres méthodes est possible (en sciences, en créant de toute pièce un enseignement technologique contestant les grandes écoles, par exemple ; en lettres en

mettant à l'ordre du jour les grandes questions actuelles - impérialisme, capitalisme, presse aux ordres, etc. - dans tous les cas en liant la connaissance à ce que sera réellement la profession et son contenu social, etc.). Mais surtout le rôle des militants P.S.U. devrait être de faire déboucher les « universités critiques » en « universités créatrices » c'est-à-dire porteuses de véritables solutions à la crise culturelle globale de la société ;

3) dans le même ordre d'idée, et en liaison étroite avec les étudiants, les comités d'action de lycéens pourraient aussi trouver des structures de critiques massives et des solutions nouvelles à leur enseignement.

#### *En quoi ces objectifs concernent-ils tout le Parti ?*

Ce n'est pas seulement parce que nos adversaires ont choisi le champ universitaire pour leur politique que nous devons y être présents, c'est aussi parce que toute action socialiste, toute possibilité d'alternative au pouvoir actuel passent par une définition et une politique de la science et une politique d'éducation effectivement socialiste.

Sur le plan tactique de plus, le terrain universitaire permet une percée plus rapide que sur les autres terrains.

Le grand risque serait de laisser s'installer une coupure totale entre luttes étudiantes et luttes ouvrières.

Si une assimilation abusive des unes et aux autres n'est pas la solution, c'est dans l'explication réciproque que l'ensemble du parti doit s'atteler.

Dans un premier temps, la signification des luttes étudiantes doit être expliquée aux camarades, et au-delà aux

travailleurs engagés dans d'autres luttes.

Le parti a aussi à entraîner les enseignants et les chercheurs socialistes dans la lutte étudiante ; cette lutte est pour l'instant la plus claire et la plus simple pour séparer les enseignants progressistes des conservateurs.

Il ne suffit pas de s'affirmer solidaire des luttes des E.S.U., il faut aussi tous ensemble s'y engager, de la même manière que les E.S.U. se trouvent engagés par l'ensemble de l'action du parti.

## □ Résolution du Comité politique national du P.S.U.

Dix ans après le coup de force du 13 mai 1958, le régime gaulliste montre sa véritable nature : après avoir détruit toute possibilité de débat démocratique sur les problèmes essentiels à la vie du pays, il ne fait face aux expressions d'une crise aggravée et généralisée par cet autoritarisme, que par l'usage de la force.

Face aux paysans, face aux mineurs, face aux jeunes travailleurs touchés par la crise de l'emploi, l'Etat répond de plus en plus par la répression. Devant les étudiants, étant absolument incapable de répondre, il a déchaîné sa police, utilisé des gaz de combat et tout un arsenal de guerre civile ; il a poussé à des procédures expéditives pour s'assurer de sanctions judiciaires plus lourdes et plus nombreuses.

## SPECIAL ETUDIANTS

Cette répression aboutit à établir un rempart policier autour d'une institution universitaire dont on s'accorde de plus en plus souvent à dire qu'elle ne correspond ni dans ses méthodes, ni dans son contenu, ni dans ses finalités au rôle qu'elle pourrait jouer. Plus personne ne peut faire confiance au gouvernement gaulliste dans ses intentions proclamées de changement, quand on voit la façon dont il entend établir le dialogue : par l'affirmation d'une autorité absolue au service de l'Université bourgeoise. Ce sont les étudiants eux-mêmes qui ont posé les questions essentielles ; c'est avec eux et dans les conditions qu'ils ont créées qu'il conviendra désormais d'y répondre. Ces questions sont :

- le droit au débat politique et syndical dans l'Université.
- la transformation du contenu de l'enseignement pour faire cesser la pression sociale actuelle, permettre à chaque étudiant de jouer un rôle positif dans l'évolution d'une société développée, mettre en cause les fondements d'une société de consommation qui ne peut s'inspirer, dans les conditions actuelles, que du modèle américain.
- la place de l'enseignement supérieur par rapport à un système de production qui repose sur l'exploitation capitaliste :

L'Université doit servir à la mise en cause de ce système qui s'appuie sur des procédés d'intégration et de répression dont les examens, dans l'enseignement même, sont à la fois l'instrument et le symbole.

Les mécanismes de l'Université libérale et techno-

cratique se trouvent aujourd'hui bloqués : démissions de professeurs, grève des examens, occupation des locaux, débats à l'intérieur ou à l'extérieur des facultés ou des grandes écoles, pour critiquer les cours ou créer de nouveaux types d'échanges entre professeurs et étudiants. Dans de telles conditions, il n'est plus possible d'en revenir à la situation antérieure. Ce mouvement qui se développe dans d'autres pays européens ne peut que grandir en France ; il est essentiel qu'il se développe encore.

Le P.S.U. engage donc l'ensemble de ceux qui comprennent l'enjeu de la lutte étudiante à trouver les formes les plus concrètes pour manifester leur appui :

- en empêchant toute tentative de « récupération » partisane qui empêcherait de donner au mouvement étudiant sa pleine signification politique.
- en développant des comités de soutien à l'U.N.E.F., principale force de rassemblement et de représentation des étudiants : solidarité financière, diffusion des mots d'ordre, appel aux manifestations, etc. Ces comités doivent se développer à tous les niveaux, dans les écoles, les lycées, mais aussi dans les quartiers et sur les différents lieux de travail.

— en faisant déboucher les manifestations liées à la grève générale du 13 mai 1968 sur une semaine d'action pour le soutien des luttes étudiantes.

— en associant à ces luttes les organisations de jeunes et, particulièrement, celles qui réunissent les jeunes travailleurs.

Il est essentiel que ces luttes soient reliées étroitement au combat que mène l'ensemble des travailleurs pour la mise en cause du système.

- dans l'entreprise, soumise à l'autorité patronale.
- dans leur emploi, entièrement dépendant des mécanismes de réalisation du profit capitaliste
- dans leur vie familiale, en tant que parents condamnés à voir leurs enfants enfermés dans des mécanismes qui les élimineront au profit des fils de la bourgeoisie.
- dans leur vie entière, soumise aux pressions d'une « société de consommation » dont justement les étudiants contestent à la fois les formes culturelles et économiques.

Dans cette perspective, le P.S.U. appelle l'ensemble de ses militants et toutes les forces socialistes à répondre massivement le 13 mai 1968 à l'appel des syndicats pour donner toute son ampleur à un mouvement qui ne doit pas se limiter à la seule protestation contre la répression policière, mais doit déboucher sur une large prise de conscience des problèmes politiques et sociaux qui sont mis en évidence par la lutte des étudiants.

### □ Assises nationales sur l'enseignement

Les manifestations étudiantes, la participation croissante des lycéens et des enseignants aux luttes universitaires, l'appui que les grandes centrales syndicales apportent à cette action, l'incapacité du gaullisme à réagir devant la contestation universitaire autrement que par la force et la répression mettent directement en cause l'ensemble du système d'éducation nationale, dans son fonctionnement, mais avant tout dans ses fondements et ses finalités.



A cette situation, le P.S.U. répondra à la fois :

— en soutenant les luttes en cours pour en développer toute la signification politique et sociale,

— en précisant les objectifs qui guideront son action continue :

- pour mettre en causé les

fondements du système éducatif édifié par la bourgeoisie libérale pour assurer son pouvoir ;

- pour créer les conditions d'une éducation nationale d'un type nouveau fondée sur des choix socialistes et liée aux forces de travail.

C'est à cet effort que répondent les Assises nationales tenues par le Parti les 1<sup>er</sup>, 2 et 3 juin 1968 à Paris. Le C.P.N. lance

un appel à toutes les sections et à toutes les fédérations pour qu'elles assurent le succès de ces journées par une large participation de tous les militants, et de tous les sympathisants qui se sentent concernés par les luttes universitaires et l'ensemble du combat pour un enseignement socialiste.



N° 372 / 16 mai 1968  
pages 7 à 10